

# Les IMFs et le Financement du Développement de Zones Rurales Traditionnelles.

Zvi GALOR

[www.coopgalor.com/french](http://www.coopgalor.com/french)

Introduction: Le Problème du Financement du Développement des Zones Rurales.

L'introduction de ce papier est composée de deux citations. La première est prise ici.<sup>1</sup> Il s'agit de la description de l'état des zones rurales en Afrique de l'Ouest:

”En Afrique de l'Ouest, dans le contexte de désengagement des Etats et d'échec des systèmes de financement de l'agriculture expérimentés jusqu'ici, le financement de l'agriculture est un enjeu majeur pour le développement des agricultures familiales. Les organisations paysannes qui, dans tous les pays de la sous région, se structurent progressivement, sont confrontées à cette question avec une acuité particulière, puisqu'elles doivent faire face tout à la fois au financement de leur propre développement et de leurs activités économiques, mais aussi aux besoins de financement des activités agricoles de leurs membres.“

La deuxième citation concerne le financement de zones rurales en Afrique de l'Ouest.<sup>2</sup>

"Le secteur de la microfinance peut être concerné par plusieurs catégories et outils de politiques publiques : politiques encadrant

---

1 Formation à l'analyse d'une demande de financement d'une organisation paysanne.

Betty WAMPFLER (CNEARC) & Marc ROESCH (CIRAD)

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/BIM-2004/BIM-08-06-04.pdf>

2 Quels outils de politiques publiques pour le secteur de la microfinance: le cas du Niger

Betty WAMPFLER

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/BIM-2004/BIM-23-06-04.pdf>

globalement le secteur financier, politiques de microfinance, stratégie de lutte contre la pauvreté, stratégie de développement rural, politique de financement de l'agriculture... Initiés et élaborés par des instances différentes (secteur financier, secteur agricole et rural...), avec des méthodes et des appuis techniques variés, ces outils de politiques publique peuvent au final être peu convergents pour un secteur donné. Cette question de la convergence doit être analysée à deux niveaux : celui des textes d'abord, celui de leur application pratique ensuite.

Le premier niveau (les textes) à partir du cas du Niger qui vient d'adopter sa Stratégie Nationale de Microfinance, qui s'est doté d'une Stratégie de Réduction de la pauvreté et d'une Stratégie de Développement Rural et qui souhaite mettre en chantier une politique de financement de l'agriculture. Chacun de ces textes comporte une analyse des Services Financiers Décentralisés (SFD) et des orientations pour leur développement. Ces textes sont-ils convergents, autour de quels principes ?

Les Stratégies Nationales de la Microfinance constituent un outil de politique publique issu de la concertation entre les différents acteurs du secteur de la microfinance qui doit permettre d'orienter le développement de la microfinance à l'échelle d'un pays. A l'issue de trois années de concertation entre les différents acteurs du secteur, le Niger vient d'adopter une telle Stratégie Nationale de la Microfinance plutôt que d'en faire un commentaire, nous avons choisi de vous présenter de larges extraits du document résumé de cette stratégie."

Mon papier essaiera de montrer qu'une politique du développement rural faite uniquement par le canal du financement est importante et nécessaire mais clairement insuffisante.<sup>3</sup> Il essaiera de montrer que financer uniquement l'agriculture n'apportera guère le développement souhaité, mais plutôt des résultats négatifs.

---

3 Voir plus sur le sujet: INDUSTRIES DE PETITE TAILLE (IPT) - CONCEPTS ET REALISATIONS: LE CAS ISRAELIEN - LA CREATION DE L'EMPLOI-NON-AGRICOLE (ENA)

Industries-Petites-Taille.doc

[http://www.coopgalor.com/french/i\\_publications\(f\).html](http://www.coopgalor.com/french/i_publications(f).html)

## Des remarques sur le Sujet du financement de Zones Rurales

La description donnée dans les textes dans l'introduction est très intéressante pour connaître les activités du développement des zones rurales, surtout en Afrique, de nos jours. Je voudrais ajouter quelques observations sur le sujet. De la description ci-dessous, il est clair que l'activité principale décrite est l'octroi de crédit, aux différentes fins, ce qui est très important, sans aucun doute. Mon point de vue est : est-il suffisant de se limiter à cette activité, ou faut-il élargir l'activité de l'ONG aux autres aspects du Triangle Essentiel de la Production (TEP).

J'ajoute, a mon avis, qu'une politique du développement rural qui met l'accent uniquement sur le développement de l'agriculture est erroné, et n'apportera pas les résultats escomptés. Il nous faut se rappeler que la politique du développement rural par l'agriculture a caractérisé les efforts faits par les autorités du Niger, comme dans la plus grande partie des pays de la région et d'ailleurs.

Les résultats obtenus ne sont pas à souhaiter. Pourquoi répéter les mêmes erreurs ?

### La politique de financement de l'agriculture

Cette politique reste aujourd'hui à définir. La population rurale, la majorité de la population nationale - engagée dans l'agriculture traditionnelle - donc peu développée n'a pas pu pourvoir au besoin national en nourriture et se sachant frustrée, a abandonné la campagne et s'est dirigée vers les principaux centres urbains. A la suite de nombreuses visites et travaux effectués dans différents pays en voie de développement, j'ai été amené à proposer un modèle de développement national qui fonctionnera de la manière suivante : la masse la plus importante de l'investissement national sera destinée aux zones rurales - une partie pour l'agriculture, une autre pour

l'industrie dans les zones rurales, l'emploi non-agricole (ENA).

L'investissement dans les zones rurales donnera les résultats suivants :

- La productivité - de la terre, du rendement de la journée de travail et des cultures - sera multipliée et aura pour conséquence moins de personnes nécessaires pour l'agriculture.
- Le sous-emploi progressera, moins de personnes seront engagées dans l'agriculture.
- Il y aura donc de la main-d'oeuvre disponible.
- Parallèlement, nous investirons dans l'industrie et dans l'emploi non agricole située dans les zones rurales et nous développerons des entreprises qui absorberont les excédents de main-d'oeuvre dans les zones rurales.
- Ce seront les industries de petites tailles et de transformation qui produiront pour le marché local (et qui en premier temps, ne seront pas en mesure de rivaliser avec la concurrence internationale, donc pas encore l'export).

La suite de ce processus amènera à la situation suivante :

- Dans l'agriculture, la main-d'oeuvre réduite produira davantage; cette production accrue sera absorbée par la population non agricole, en augmentation dans les zones urbaines et rurales.
- Les agriculteurs, par conséquent, auront une rentrée plus importante, ce qui leur permettra d'accéder à un plus grand volume de produits de consommation. La population non agricole, dans les zones urbaines et rurales, s'emploiera à augmenter la productivité industrielle locale.
- Cette production sera consommée par la population non agricole et également par la population agricole dont le pouvoir d'achat sera accru.

### Le triangle essentiel de l'agriculture

L'agriculture se fonde bien entendu sur la production. Mais le fermier ne peut produire s'il ne dispose pas des intrants agricoles nécessaires. Afin de les acquérir, il a besoin de moyens financiers dont il manque

généralement. Par conséquent, il doit trouver une source de crédit afin de pouvoir acheter les intrants dont il a besoin. Une fois qu'il en a fait l'acquisition, le fermier est en mesure de commencer la production. Ultérieurement il devra rembourser le crédit qu'on lui a accordé. En commercialisant sa production, il reçoit de l'argent qu'il peut utiliser pour rembourser ses dettes. Ces transactions sont illustrées par un triangle dont les côtés représentent le crédit, les intrants et la mercatique. En bref, le fermier obtient des moyens financiers pour l'achat des intrants requis pour la production qui, une fois vendue, fournira l'argent pour rembourser le crédit accordé initialement.

Dans une société traditionnelle, le fermier fait appel à des prêteurs d'argent et obtient du crédit à un coût très élevé. Il achète ses intrants à des commerçants qui demandent des prix élevés et imposent des conditions de paiement très strictes. La production du fermier est achetée par des intermédiaires qui paient le prix le plus bas possible pour celle-ci. Cette situation, qualifiée de traditionnelle, est très répandue et fonctionne toujours au détriment du fermier. Toutefois, elle peut être changée en introduisant dans la relation triangulaire décrite précédemment un nouvel élément au bénéfice du fermier, à savoir la coopérative. La coopérative de crédit et d'épargne fournit au fermier le crédit qui est essentiel pour l'achat des intrants, nécessaires pour la production, d'une coopérative d'approvisionnement, sera le point de départ de la production. La vente de la totalité de la production agricole du fermier par l'intermédiaire de la coopérative de mercatique lui permet de rembourser le crédit qu'il a reçu au terme de la saison agricole. Il est donc évident que la coopérative insérée dans le triangle essentiel de l'agriculture favorise le développement agricole et rural.

Chez les agriculteurs traditionnels, le triangle est toujours fermé. Le prêteur d'argent, le commerçant qui vend des intrants agricoles et l'intermédiaire qui vend la production agricole - qui peuvent être différentes personnes ou une seule et même personne - veillent jalousement sur l'argent. Lorsqu'ils fournissent du crédit pour la

production agricole, ils gardent un oeil vigilant sur le marché, ce qui leur apporte l'assurance de récupérer leur argent.

Dans les systèmes coopératifs à travers le monde, cette considération est ignorée. Il n'est pas nécessaire que le triangle essentiel de l'agriculture soit fermé pour assurer le succès de la coopérative.

Mais tout système coopératif s'occupant de production agricole doit s'assurer que ceux qui fournissent le crédit soient toujours en mesure de récupérer leur argent lorsque la production est vendue au terme de la saison agricole.

Un autre point important à signaler est le développement rural. Il me semble que les efforts faits durant les dernières quarante années, de développer l'agriculture dans les zones rurales traditionnelles, continuent, et ce, à mon avis, à tort. Le développement exclusif de l'agriculture dans les zones rurales traditionnelles n'apporte pas le développement escompté.

### Des solutions erronées

Deux approches erronées dans la politique du développement provenant de plusieurs organisations internationales ont compliqué le processus du développement.

A. La première approche venait de la volonté de briser le cercle vicieux en prenant un « raccourci ». La stratégie choisie était d'attaquer la basse productivité du fermier traditionnel et d'améliorer la productivité du paysan. Elle attaquait le maillon 'basse productivité' de ce cercle vicieux. Cette approche croyait qu'avoir de meilleurs paysans amènerait le développement.

Cette approche ne touchait qu'un très petit nombre de paysans, les leaders, et elle croyait que les autres suivraient l'exemple. Première problématique, si l'approche avait réussi, et les paysans traditionnels, les 70 % de la population, ceux qui vivent dans les zones rurales,

étaient devenus des paysans modernes, qui donc aurait consommé toute cette production agricole ?

Cette approche n'a pas essayé de proposer une réponse adéquate. Il y a un autre aspect à souligner : ce qui est arrivé, dans la réalité, aux quelques fermiers privilégiés qui ont réussi à se développer. Autour d'eux vivait le reste de la population rurale, que les efforts du développement ont négligé, favorisant les privilégiés. La population paysanne, vivait dans l'économie d'affection, ce que décrit brillamment Goran Hyden, et avalait complètement tous les résultats positifs du développement. Les solutions proposées aux problèmes du développement, qui ne prennent pas en considération les besoins de la majorité de la population concernée, ont échoué, échouent et échoueront. Ici se présente, lorsque nous parlons de développement, l'opportunité de la création dans les zones rurales traditionnelles des possibilités d'Emplois Non-Agricoles (ENA).

B. La deuxième erreur est la négligence et l'inexistence d'efforts pour développer les zones rurales. La quasi totalité des efforts de développement, en général, et développement industriel en particulier, se situent autour des zones urbaines et surtout autour de la capitale. Le résultat de cette politique est le renforcement de l'exode rural. La majorité des gouvernements et des organismes internationaux du développement considèrent l'exode rural comme un phénomène négatif, mais ils continuent de d'encourager le développement des zones urbaines. Quand un gouvernement dénonce l'exode rural, il dit à ses citoyens ruraux de rester où ils sont, dans leur pauvreté et dans leur sous développement. Les pays développés du monde ont une population rurale très restreinte, qui ne dépasse pas généralement le chiffre de 10 %. Prenons Taiwan et la Corée du Sud. Durant les 40 dernières années, nous avons observé un processus de développement national très spectaculaire, accompagné d'une diminution de la population rurale. Cela est pratiquement la tendance partout ailleurs. La négation de l'exode rural par ces gouvernements veut dire à la population rurale de leur pays respectif : restez pauvres, restez où

vous êtes, restez le plus loin possible de nous les citoyens, et surtout ne venez pas nous déranger dans nos villes.

Je doute que cela doive être la politique du développement.

Un autre point de réflexion :

Pourquoi la fédération de maraîchers du Niger n'arrive t'elle pas à financer ses activités, ni celles de ses membres. Une fédération de coopératives vit de paiements (cotisations) faits par ses membres à la fédération contre des services rendus. Est-ce que le comptable ne fait pas son travail?